

AGEFI 14 MARS 2016

La guerre est déclarée

BCE. La décision de jeudi dernier est inacceptable pour l'Allemagne et ses épargnants.

La guerre couvait déjà depuis longtemps entre Mario Draghi et les Allemands. Après l'annonce par la BCE jeudi de nouvelles largesses, que beaucoup dans le plus grand pays d'Europe prennent comme une attaque contre leur économie, elle est ouvertement déclarée.

Un montage-photo avec M. Draghi, président de l'institution monétaire, s'étale vendredi en Une du quotidien des affaires *Handelsblatt*, cigare aux lèvres allumé par un billet de 100 euros qui flambe. Le tabloïd *Bild* parle d'un « choc », le président de la fédération des exportateurs de décisions « catastrophiques » et de « dépossession des épargnants ».

Jeudi, la BCE a annoncé une nouvelle batterie de mesures de politique monétaire destinées à faire repartir les prix en zone euro. Au menu, encore plus de liquidités injectées dans l'économie, et une nouvelle baisse des taux d'intérêt. Le principal taux directeur passe à zéro, une première. Objectif stimuler les crédits aux ménages et aux entreprises – pour lesquels les taux d'intérêt baissent –, pour les faire consommer et investir. Mais cela signifie aussi que placer son argent à la banque ne rapporte plus rien.

Or en Allemagne, plus qu'ailleurs, thésauriser tient du sport national. « Pendant des années on a dit aux gens qu'il fallait mettre des sous de côté pour la retraite », rappelle pour l'AFP Carsten Klude, économiste de la banque M.M. Warburg.

Dans un pays vieillissant, où le système public de retraite tiendra difficilement le choc, les pouvoirs publics ont mis en place de fortes incitations à investir dans des plans d'épargne-retraite. S'ajoute à cela le fait que les comptes bancaires allemands sont traditionnel-



JENS WEIDMANN. En confrontation directe avec Mario Draghi au Directoire de la BCE.

lement rémunérés. « Et maintenant les gens voient que cela ne rapporte plus rien, ils se sentent floués », poursuit M. Klude.

« On peut comprendre la position des Allemands », qui ne date d'ailleurs pas d'hier, avance Sylvain Broyer, économiste de Natixis. Selon lui le pays, pour faire marcher à bon rythme son économie, « aurait besoin d'un taux (directeur de la BCE) à 2% » au lieu de zéro.

Parmi les dommages collatéraux pour l'économie allemande de la politique actuelle, il cite l'envolée des prix de l'immobilier dans certaines villes. Frustrés de rendements ailleurs et encouragés par le faible coût du crédit, les investisseurs achètent maisons et appartements à tours de bras.

Mais la première économie européenne profite aussi de la politique de la BCE. Après tout c'est Draghi qui a sauvé la zone euro en 2012, et oeuvré au redressement des économies partenaires – et grosses clientes – de l'Allemagne, rappelle M. Klude. Mais ces bienfaits diffus sont plus difficiles à appréhender que les effets néfastes immédiats des baisses de taux.

L'Allemagne, grande donneuse de leçons sur les réformes structurelles parce qu'elle a fait les siennes il y a dix ans, craint aussi que la politique généreuse de la BCE ne dé-

courage les ardeurs de réforme des autres gouvernements de la zone euro. Le ministre des Finances Wolfgang Schäuble s'est maintes fois inquiété de cela, le président de la Bundesbank Jens Weidmann aussi.

Longtemps impassible, M. Draghi a riposté jeudi aux attaques allemandes. L'inaction de la BCE, à savoir une politique de « non à tout », aurait mené à « une déflation désastreuse », a-t-il martelé. Lui qui s'exprime d'ordinaire exclusivement en anglais lors de sa traditionnelle conférence de presse, a prononcé « non à tout » en allemand (« nein zu allem »).

Pour le quotidien espagnol *El País*, « le message codifié à Berlin » était jeudi « le signal le plus important de la BCE ».

« Nous ne devons pas oublier que la BCE a pour mission de faire une politique monétaire pour toute la zone euro, pas seulement pour l'Allemagne », reconnaît Marcel Fratzscher, président de l'institut allemand DIW.

Mais « nous sommes toujours dans une logique d'Etats nationaux, et chacun essaie de voir: qu'est-ce que cela veut dire pour lui? », constate M. Klude.

Les Allemands ne sont d'ailleurs pas les seuls à s'inquiéter. La presse néerlandaise se désolait aussi du sort des épargnants vendredi, et en Finlande, le tabloïd *Ila-Sanomat* fustigeait une politique qui permet « à l'Italie de survivre avec sa montagne de dettes » tandis que l'économie finlandaise « est à la peine ». ■

PENDANT DES ANNÉES
ON A DIT AUX GENS
QU'IL FALLAIT METTRE
DES SOUS DE CÔTÉ
POUR LA RETRAITE.

Le vote sanction pour la CDU de Merkel

ALLEMAGNE. Percée populiste aux élections régionales. Victoire historique des Verts dans le Bade-Wurtemberg.

Les conservateurs d'Angela Merkel, ébranlés par l'afflux de réfugiés qui inquiète les Allemands, ont essuyé un vote sanction hier lors d'élections dans trois Etats régionaux tandis que les populistes de l'AfD ont enregistré une importante percée.

Dans son fief historique du Bade-Wurtemberg (sud-ouest), l'Union chrétienne-démocrate (CDU) n'arrive qu'en deuxième position (27,5% environ), derrière les Verts (32%), une première. En Rhénanie-Palatinat (ouest), elle se classe ainsi deuxième (33%) derrière les sociaux-démocrates du SPD (37,5%), selon les estimations rendues publiques par les chaînes de télévision publiques *ARD* et *ZDF*. Les populistes de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) ont engrangé respectivement 10-11% et 12,5% des voix, selon la même source.

En Saxe-Anhalt (est), la CDU s'en sort en tête (29 à 30%). Mais avec de 21,5% à 22,8%, l'AfD obtient un score historique pour un parti populiste de droite. Elle se classe même deuxième force politique régionale devant la gauche radicale *Die Linke* (16,5 à 17%).

Ce sont donc les populistes, dont le parti a été fondé il y a seulement trois ans, qui apparaissent comme les grands vainqueurs du scrutin. Cette percée va aussi compliquer la tâche de la CDU, du SPD et des Verts pour bâtir des coalitions régionales stables.

L'AfD sera désormais représentée dans huit des 16 régions du pays, à dix-huit mois des élections législatives et alors que d'autres scrutins régionaux sont attendus d'ici là.

Le co-président de l'AfD, Jörg Meuthen, a fait part de sa «joie»

devant ces résultats, affirmant que sa jeune formation anti-immigration n'était «pas raciste et ne le sera jamais». L'envolée de ce parti, qui a multiplié les dérapages verbaux anti-migrants, constitue un scénario inédit depuis 1945 dans un pays toujours en quête d'exemplarité morale après l'horreur nazie. L'AfD a placé au coeur de la campagne la politique migratoire jugée trop généreuse de la chancelière, qui a ouvert ses portes à 1,1 million de demandeurs d'asile en 2015 en Allemagne.

Angela Merkel n'a eu cesse de battre le pavé pour défendre sa politique devant des électeurs souvent déboussolés et malgré les critiques dans son camp. Certains candidats conservateurs ont d'ailleurs pris leurs distances avec sa politique.

Nombre de ministres ont multiplié les attaques contre les populistes et appelé à la mobilisation pour faire barrage à ce parti accusé de flirter toujours plus avec l'extrême droite, après avoir été lancé à l'origine comme un parti anti-euro. Malgré cela, l'AfD a creusé son sillon dans un pays inquiet en haranguant les foules contre les partis traditionnels, enregistrant des scores importants aussi bien dans les deux riches régions de l'Ouest en jeu dimanche qu'en Saxe-Anhalt, Land déshérité d'ex-Allemagne de l'Est.

Partenaires de la CDU au gouvernement, les sociaux-démocrates ont aussi connu une soirée très difficile. S'ils arrachent la victoire en Rhénanie-Palatinat à la protégée de Mme Merkel, Julia Klöckner, le SPD est laminé dans les deux autres régions, avec entre 12 et 13% des voix seulement en Bade-Wurtemberg et Saxe-Anhalt. ■